



# Conseil économique et social

Distr.: Générale  
27 août 2013

Français  
Original: Anglais

## Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique Comité du commerce et de l'investissement

### Troisième session

Bangkok, 20-22 novembre 2013

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Examen de l'orientation future du sous-programme Commerce et investissement

## Cadre stratégique proposé pour la période 2016-2017 pour le sous-programme Commerce et investissement

### Note du secrétariat

#### Résumé

Le présent document constitue une introduction à la première version du projet de cadre stratégique du sous-programme Commerce et investissement pour la période biennale 2016-2017. Le sous-programme aura pour objectif de « Renforcer le commerce, l'investissement, le développement de l'entreprise, l'innovation et le transfert de technologie pour un développement inclusif et durable dans la région de l'Asie et du Pacifique ». Compte tenu des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20), les réalisations escomptées et la stratégie figurant dans le sous-programme pour 2016-2017 mettent de nouveau l'accent sur la nécessité de se concentrer sur les politiques en matière de commerce et d'investissement, ainsi que d'autres politiques et mesures connexes, susceptibles de contribuer au développement inclusif et durable de la région Asie-Pacifique

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1
II. Projet de cadre stratégique pour 2016-2017.....	2
III. Questions à examiner par le Comité .....	6

## I. Introduction

1. Le commerce et l'investissement devraient rester les principaux moteurs de la croissance économique et du développement pendant un certain temps encore. Étant donné les résultats de la Conférence Rio+20, il est particulièrement important que le secrétariat continue de soutenir les politiques et initiatives en matière de commerce, d'investissement, de développement de l'entreprise, d'innovation et de transfert de technologie qui

\* E/ESCAP/CTI(3)/L.1.

soient de nature à contribuer au développement inclusif et durable de la région Asie-Pacifique. Il est proposé que l'objectif et les réalisations escomptées du cadre stratégique pour 2016-2017 restent pratiquement les mêmes que ceux adoptés par la Commission pour la période biennale 2014-2015, notamment pour ce qui est de la durée qui devrait, en réalité, être de plus de deux ans pour parvenir aux objectifs et aux réalisations escomptées figurant dans le cadre stratégique 2014-2015. Un projet complet de cadre stratégique pour la période biennale 2016-2017 est présenté dans la section II, alors que les questions à examiner par le Comité se trouvent à la section III.

## II. Projet de cadre stratégique pour 2016-2017

2. Le projet de cadre stratégique pour 2016-2017 correspondant au sous-programme sur le commerce et l'investissement est présenté ci-dessous, suivant le même format que le cadre stratégique pour 2014-2015 adoptée par la Commission<sup>1</sup>.

3. Conformément à l'approche adoptée par la Commission pour le cadre stratégique 2014-2015, la Division du commerce et de l'investissement de la CESAP et les deux institutions spécialisées de la CESAP que sont le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie et le Centre pour la mécanisation agricole durable, œuvreront pour parvenir à l'ensemble des trois réalisations escomptées.

### Sous-programme Commerce et investissement

**Objectif de l'organisation:** Renforcer le commerce, l'investissement, le développement de l'entreprise, l'innovation et le transfert de technologie pour le développement inclusif et durable de la région de l'Asie et du Pacifique

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Meilleure connaissance dans les États membres de la CESAP des tendances, questions émergentes et orientations envisageables dans les domaines du commerce, de l'investissement, du développement de l'entreprise, de l'innovation technologique et du transfert de technologie à l'appui d'un développement inclusif et durable	a) i) Nombre de références aux publications de la CESAP, et aux documents et activités connexes, dans le domaine du commerce et de l'investissement, dans les publications relatives aux politiques et dans les principaux moyens d'information ii) Nombre de références aux publications de la CESAP, et aux documents et activités connexes dans le domaine du transfert de technologie et de la mécanisation agricole, dans les publications relatives aux politiques et dans les principaux moyens d'information
b) Renforcement de la coopération régionale en matière de commerce, d'investissement, de développement de l'entreprise, d'innovation, et de	b) i) Nombre d'États membres de la CESAP qui participent à des mécanismes de coopération régionale promus par la CESAP en matière de

<sup>1</sup> Ce projet est présenté au Comité pour examen seulement. Dans la mesure où il pourrait encore être modifié sur instruction du Siège des Nations Unies, il ne doit être considéré que comme projet provisoire.

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
développement et transfert de technologie à l'appui d'un développement inclusif et durable	commerce, d'investissement, d'innovation et de transfert de technologie, ou qui indiquent qu'ils jugent ces mécanismes utiles pour leur pays ii) Nombre d'États membres de la CESAP qui participent à des mécanismes de coopération régionale promus par le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie et le Centre pour la mécanisation agricole durable, visant l'innovation, le développement et le transfert de technologie, y compris dans le domaine de la mécanisation agricole, ou qui indiquent qu'ils jugent ces mécanismes utiles pour leur pays iii) Élargissement et renforcement de la portée des engagements pris dans le cadre de l'Accord commercial de l'Asie et du Pacifique et/ou accroissement du nombre de pays signataires
c) Renforcement de la capacité des États membres de la CESAP à formuler et à mettre en œuvre des politiques plus efficaces et plus cohérentes en matière de commerce, d'investissement, de développement de l'entreprise et de transfert de technologie à l'appui d'un développement inclusif et durable	c) i) Pourcentage des participants aux activités et initiatives de la CESAP qui indiquent qu'ils sont mieux à même d'élaborer ou de mettre en œuvre des politiques efficaces et cohérentes en matière de commerce, d'investissement et de développement de l'entreprise ii) Pourcentage des participants aux activités du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie et du Centre pour la mécanisation agricole durable qui indiquent qu'ils sont mieux à même d'élaborer ou de mettre en œuvre des politiques plus efficaces et plus cohérentes visant l'innovation, le développement et le transfert de technologie, y compris dans le domaine de la mécanisation agricole

### Stratégie

La responsabilité de ce sous-programme incombera à la Division du commerce et de l'investissement, avec l'appui du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie et du Centre pour la mécanisation agricole durable. Son orientation stratégique découle principalement des

objectifs de développement convenus internationalement, notamment les objectifs de développement durable<sup>2</sup>, les résultats du Sommet mondial de 2005<sup>3</sup>, le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012, « L'avenir que nous voulons<sup>4</sup> », le Programme d'action d'Almaty: partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et les pays de transit<sup>5</sup>, le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020<sup>6</sup>, la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement<sup>7</sup>, les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, deux résolutions de la Commission, à savoir la 62/6 sur la gestion de la mondialisation par le renforcement de la coopération régionale dans les domaines du commerce et des investissements, et la 68/3 sur l'instauration du commerce sans papier et la reconnaissance transfrontière des données et documents électroniques pour faciliter un commerce intrarégional inclusif et durable; et toute autre résolution que pourraient proposer les États membres dans le domaine du commerce et de l'investissement, ou des domaines connexes, avant l'exercice biennal 2016-2017.

Pour atteindre les objectifs fixés, le sous-programme sera mis en œuvre combinant divers moyens: études analytiques et activités de renforcement des capacités axées sur le commerce, l'investissement, le développement de l'entreprise, la mécanisation agricole durable, l'innovation et le transfert de technologie, en vue notamment d'accroître la contribution du commerce et de l'investissement à la réalisation des objectifs énoncés dans le document final de la Conférence Rio+20 (« L'avenir que nous voulons »), ainsi que les futurs buts et objectifs de développement durable figurant dans le programme de développement pour l'après-2015. La stratégie pourrait subir des modifications d'ici à sa mise en œuvre en réponse aux tendances émergeant aux niveaux mondial et régional en matière de commerce et d'investissement, telle la conclusion d'importants accords mondiaux et régionaux dans ce domaine, comme, par exemple, la conclusion du Cycle de Doha de négociations commerciales multilatérales. Les travaux d'analyse ont surtout pour objet d'apporter des éléments pour que l'élaboration des politiques soit fondée sur des faits et de permettre les échanges d'expérience sur les réformes politiques.

<sup>2</sup> Un Groupe de travail de 30 membres à composition non limitée a été créé le 22 janvier 2013 par décision de l'Assemblée générale en vue de mettre au point une proposition sur les objectifs de développement durable à lui soumettre à sa soixante-huitième session (GA/11339, ENV/DEV/1334, 22 janvier 2013).

<sup>3</sup> Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

<sup>4</sup> Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>5</sup> *Rapport de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit, Almaty (Kazakhstan), 28 et 29 août 2003 (A/CONF.202/3), annexe I.*

<sup>6</sup> *Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011 (A/CONF.219/7), chap. II.*

<sup>7</sup> *Rapport de la Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, Port Louis (Maurice), 10-14 janvier 2005 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.05.II.A.4 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe II.*

Pour parvenir aux réalisations escomptées, on accordera une attention particulière aux questions suivantes: a) renforcement des capacités des responsables politiques et des professionnels du commerce, de l'investissement, du développement de l'entreprise et du transfert de technologie, notamment de leur aptitude à négocier, conclure et appliquer des accords multilatéraux et autres accords de commerce et d'investissement qui contribuent, directement ou indirectement, à instaurer un développement inclusif et durable dans la région; b) la formulation et l'application des politiques cohérentes pour favoriser le développement des échanges et des investissements intrarégionaux et interrégionaux pour un développement inclusif et durable; c) formulation et mise en œuvre de politiques et mesures favorisant la facilitation du commerce inclusif et durable, notamment les systèmes de commerce sans papier; d) la formulation et la mise en œuvre de mesures efficaces pour encourager des pratiques et comportements commerciaux responsables, sous forme notamment de responsabilité sociale des entreprises, et l'adoption des principes énoncés dans le Pacte mondial des Nations Unies, en vue d'accroître la contribution du secteur privé, en particulier des petites et moyennes entreprises et des agro-industries, à un développement inclusif et durable; e) développement de la capacité de production et de la compétitivité des petites et moyennes entreprises, y compris les agro-industries, et renforcement de leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales et régionales; f) promotion de l'investissement étranger direct à l'appui du développement inclusif et durable; g) promotion de l'innovation et du transfert technologiques pour un développement inclusif et durable; h) création et renforcement de cadres et de mécanismes communs pour soutenir l'intégration économique régionale et le renforcement de la coopération régionale en matière de commerce, d'investissement, de transfert de technologie et de développement des petites et moyennes entreprises, y compris les agro-industries.

En ce qui concerne la coopération régionale, le sous-programme servira à appuyer et renforcer les dispositifs existants. On poursuivra le renforcement de l'Accord commercial Asie-Pacifique, en tenant compte du nombre croissant d'accords de libre-échange qui se chevauchent. On continuera à encourager la coopération régionale entre établissements de recherche et groupes de réflexion à travers le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce, qui sert de plate-forme régionale de connaissances pour la réforme du commerce et de l'investissement. Le Centre Asie-Pacifique d'essai des machines agricoles jouera un rôle important dans la promotion et la facilitation du commerce de machines agricoles sûres et durables. Le Forum Asie-Pacifique des entreprises et le Conseil consultatif des entreprises de la CESAP, y compris son Réseau Asie-Pacifique des entreprises durables, seront les principaux mécanismes servant à faire participer le secteur privé et à étudier la possibilité d'établir des partenariats public-privé en vue d'un développement inclusif et durable. Le Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie et dans le Pacifique apportera à la communauté régionale les connaissances nécessaires pour des progrès concrets en matière de facilitation de commerce et de commerce sans papier. Des mécanismes tels que le Réseau de coopération Asie-Pacifique pour les énergies renouvelables, la Banque des technologies des énergies renouvelables et le Réseau régional pour le renforcement des capacités de gestion de la recherche-développement dans les technologies nouvelles et émergentes seront encore renforcés en tant que mécanismes majeurs de coopération régionale en matière de transfert de technologie.

Tout sera fait pour assurer le maximum de synergie entre ce sous-programme et les autres sous-programmes de la Commission. La Commission collaborera aux niveaux régional, sous-régional et national avec toutes les institutions compétentes du système des Nations Unies et avec d'autres institutions bilatérales et multilatérales en fonction des besoins et des possibilités.

### **III. Questions à examiner par le Comité**

4. Le Comité est invité à débattre des questions suivantes:

a) Pertinence et adéquation de l'objectif global et des trois réalisations escomptées que comporte le sous-programme proposé pour la période 2016-2017;

b) Adéquation et couverture des indicateurs de succès proposés pour chacune des réalisations escomptées;

c) Efficacité prévisible de la stratégie proposée et moyens pour encore l'améliorer.

---